

LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE N° 370

Lettre du lundi 10 février 2020

L'EDITO

2020-2030, une nouvelle étape pour les entreprises ultramarines et la FEDOM

Tous nos chefs d'entreprise savent que cette décennie les conduira à relever de nombreux défis ou enjeux : transition numérique, transition écologique et sociétale (17 ODD et trajectoire 5.0), innovation, internationalisation...

Ils l'aborderont avec de nouveaux « véhicules financiers » (fonds fléchés au niveau national ou européen sur le développement durable), mais aussi de nouveaux outils numériques, collaboratifs, techniques.

Mais en gardant toujours à l'esprit les problématiques de compétitivité des entreprises.

Pour la FEDOM, cela signifie que nous devons à la fois concilier une approche classique défensive (travail d'amendement/préparation des PLF/PLFSS de l'année N) avec une approche de plus long terme, plus « politique » sans être politicienne, en nous projetant pour les 10 ans qui viennent sur l'évolution des régimes d'aide et l'adaptation des « outils » à chaque territoire.

Cela signifie que nous devons aller plus loin encore dans la mutation que nous avons entreprise depuis plusieurs années, celle du passage d'une logique de demande à une politique de propositions, l'évolution d'une culture du guichet à celle de projet.

Pour cela nous continuerons à mettre en oeuvre de nouvelles méthodes : études, partenariats de compétence, financements extérieurs sur base de projets...avec une organisation ad hoc : équipe permanente technique et polyvalente, en interaction accrue avec les adhérents, notamment au travers des commissions, et avec son environnement grâce aux outils et méthodes susmentionnés.

Très prochainement, en Martinique et en Guyane dès fin mars, puis dans tous les territoires tout au long de l'année, nous organiserons des rencontres avec tous les acteurs économiques autour de la problématique suivante « *Quel projet de développement pour votre territoire, quelle vision et quelles évolutions sur 10 ans, des principaux régimes d'aide d'Etat au fonctionnement et l'investissement pour servir ce projet ?* »

Ces « séminaires économiques » seront aussi l'occasion d'associer à nos travaux les représentants des services déconcentrés de l'état, des principaux opérateurs publics - BPI/AFD/CDC - et des collectivités locales concernées.

Il n'est naturellement pas question de nous immiscer dans des débats politiques qui ne sont pas les nôtres, mais plutôt de réaffirmer avec force, tant au gouvernement qu'aux exécutifs locaux, que nous avons notre mot à dire lors de l'élaboration des politiques publiques, notamment dans le domaine économique.

Comme le déclarait Bruno Blandin, président du Medef Guadeloupe dans ses vœux : « *Nous, entreprises, collectivités publiques et citoyens sommes en pleine responsabilité de notre destin collectif et individuel, du futur de notre territoire,(...). Nous devons le respecter et le rendre attractif pour le bien être de sa population.* »

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Polynésie : le sénateur Michel Magras élevé au rang de Chevalier dans l'Ordre de Tahiti Nui lors des journées de la gastronomie polynésienne au Sénat

À l'occasion de l'ouverture des journées de la gastronomie polynésienne au Sénat, le sénateur de Saint-Barthélemy Michel Magras (LR) a été élevé au rang de Chevalier dans l'Ordre de Tahiti Nui par le président de la Polynésie française Édouard Fritch.

<http://outremers360.com/politique/polynesie-le-senateur-michel-magras-eleve-au-rang-de-chevalier-dans-lordre-de-tahiti-nui-lors-des-journees-de-la-gastronomie-polynesienne-au-senat/>

RUP : Victorin Lurel fait adopter un nouvel amendement au Sénat au profit des RUP

La commission des finances du Sénat a adopté un amendement pour que les régions ultrapériphériques soient mieux prises en compte dans le prochain budget de l'Union Européenne. Le Sénateur se félicite d'avoir porté cet amendement qui préservera le Programme d'options spécifiques à l'éloignement (POSEI). Un programme présenté comme indispensable pour les agriculteurs ultramarins qui doivent faire face à des contraintes économiques de plus en plus lourdes.

<https://www.rci.fm/deuxiles/infos/Politique/RUP-Victorin-Lurel-fait-adopter-un-nouvel-amendement-au-Senat>

Le président de la délégation Outre-Mer demande l'audition de Ségolène Royal

Lors d'une invitation sur un plateau de télévision, Ségolène Royal a évoqué le fait que des professeurs pédophiles auraient été envoyés en Outre-mer. Le président de la délégation aux Outre-Mer de l'Assemblée nationale s'est exprimé et a demandé son audition.

<https://www.linfo.re/la-reunion/politique/propos-de-s-royal-le-president-de-la-delegation-outre-mer-demande-une-audition>

Audiovisuel en Outre-mer : les députés Maina Sage et Stéphane Claireaux présentent leur rapport sur la filière audiovisuelle ultramarine

Dans le cadre des prochains débats relatifs à la réforme de l'audiovisuel, les députés ultramarins Maina Sage et Stéphane Claireaux ont été reçus par le Ministre de la Culture, Franck Riester, afin de présenter les conclusions de leur rapport portant sur la filière audiovisuelle dans les Outre-mer.

Ils appellent notamment à un « renforcement de l'accessibilité aux aides nationales, en assouplissant notamment certains critères, et en alignant le crédit d'impôt outre-mer sur le crédit d'impôt international » ou encore, « la promotion des talents et des compétences locales, en favorisant des passerelles avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux, en créant un portail interactif d'information, en proposant une aide à la mobilité des professionnels ou encore en soutenant l'organisation de rendez-vous et festivals dédiés ».

<http://outremers360.com/politique/audiovisuel-en-outre-mer-les-deputes-maina-sage-et-stephane-claireaux-presentent-leur-rapport-sur-la-filiere-audiovisuelle-ultramarine/>

Le Sénat se penche sur l'empreinte environnementale du numérique

Le 29 janvier ont débuté les travaux de la mission sénatoriale relative à l'empreinte environnementale du numérique. La mission, « a pour objectif d'évaluer les impacts environnementaux du digital en France, directs et indirects, en tenant compte aussi bien des usages que de la fabrication des terminaux, des réseaux et des centres informatiques ». Le rapport final est attendu en juin prochain.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/senat-empreinte-environnementale-numerique-34901.php4>

Un rapport parlementaire pointe le vieillissement "massif et rapide" de la population aux Antilles et à La Réunion

Les Antilles et La Réunion sont concernées par "un vieillissement rapide et massif" de leur population, précisent les autrices, les députées Ericka Bareigts (PS, La Réunion) et Stéphanie Atger (LREM, Essonne). En Martinique, la part des 60 ans et plus aura plus que doublé entre 2013 et 2030, passant de 17% à 36%. Elle sera de 34 % en Guadeloupe. La France hexagonale n'atteindra le taux de 33 % qu'en 2050. A La Réunion, les plus de 60 ans représentaient 14 % de la population en 2013, et leur nombre devrait doubler d'ici 2030. En 2050, la Martinique sera "le département le plus vieux de France", avec 42,3 % de la population qui aura plus de 65 ans. En Guadeloupe, les 65 ans représenteront 37,7% de la population.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/rapport-parlementaire-pointe-vieillissement-massif-rapide-population-aux-antilles-reunion-798231.html>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Implantations d'entreprises, titres d'identité, normes petite enfance... le projet de loi Asap poursuit le chantier de la simplification

Parmi les propositions, « sécuriser » les projets des industriels qui souhaitent s'implanter sur un site, notamment en empêchant que les règlements évoluent pendant l'instruction, obligeant le porteur de projet à modifier son dossier au fil de l'eau.

Le projet de loi modifie les Codes de l'environnement et de l'urbanisme afin que « la législation s'appliquant au projet (soit) celle en vigueur lors de la soumission du dossier d'autorisation environnementale unique ». Une autre mesure de simplification concerne les évaluations environnementales. Il est proposé dans le

projet de loi de « préciser très clairement que l'avis de l'autorité environnementale ne revient pas sur les autorisations déjà délivrées et que les prescriptions nouvelles ne portent que sur l'autorisation qui fait l'objet de l'actualisation de l'étude d'impact ». Il est enfin prévu de laisser plus de liberté aux préfets pour décider s'ils procèdent à une enquête publique ou une participation du public par voie électronique.

<https://www.maire-info.com/administration/implantations-d'entreprises-titres-d'identite-normes-petite-enfance...-le-projet-de-loi-asap-poursuit-le-chantier-de-la-simplification-article-23849>

Ville durable : le Gouvernement présente sa nouvelle feuille de route

Julien Denormandie, ministre chargé de la Ville et du Logement, a présenté un nouveau plan pour construire une ville durable et neutre en carbone en 2050, en accompagnant les territoires. Parmi les dix mesures de la feuille de route, le gouvernement prévoit d'abord de fédérer les acteurs concernés (état, collectivités territoriales, entreprises, associations) en créant « France Ville durable ». Elle aura pour ambition d'apporter un appui aux projets innovants, d'organiser la diffusion et la promotion des expériences et savoir-faire français en matière de Ville durable. Julien Denormandie a également annoncé le lancement d'un appel à projets par l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru) pour créer 100 fermes urbaines dans les quartiers prioritaires de la ville. Les trente premiers quartiers « fertiles » seront sélectionnés d'ici l'été, avec un financement dédié de 21 millions d'euros.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/eco-quartier-gouvernement-programme-34928.php4>

La Garde des Sceaux annonce sa venue à Mayotte

« Je me rendrai moi-même à Mayotte où j'aurai le plaisir d'engager le dialogue avec vous et d'envisager concrètement la manière dont nous pouvons traiter tous ces sujets », a déclaré la ministre de la Justice et Garde des sceaux, interpellée par le député Mansour Kamardine (LR) sur le service public de la Justice à Mayotte. « La justice demeure, à Mayotte, une institution reléguée », avait souligné le député Mansour Kamardine lors des questions orales sans débat, ce 4 février à l'Assemblée nationale.

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Un nouvel élan pour l'Accord particulier avec Wallis-et-Futuna

À l'issue de la visite officielle en Nouvelle-Calédonie d'une délégation de Wallis-et-Futuna, Thierry Santa et Atoloto Kolokilagi, président de l'assemblée territoriale, sont convenus de la nécessité de rénover l'Accord particulier entre les deux archipels pour le doter de moyens pérennes et l'adapter aux nécessités actuelles.

<https://gouv.nc/actualites/07-02-2020/un-nouvel-elan-pour-laccord-particulier-avec-wallis-et-futuna>

La Martinique fait son entrée au Conseil Régional de la Jeunesse de la Caraïbe

La Martinique est désormais membre à part entière du Conseil Régional de la Jeunesse de la Caraïbe (The Caribbean Regional Youth Council). Cette instance œuvre pour l'intégration et la coopération des jeunes



de la région. Cette conférence a aussi vu l'élection de la première femme présidente de l'organisme (d'origine barbadienne).

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/martinique-fait-son-entree-au-conseil-regional-jeunesse-caraibe-797187.html>

Agriculture en outre-mer : le premier comité de transformation agricole installé à La Réunion

Le Préfet de la Réunion Jacques Billant a installé le comité de transformation agricole. Une première réunion qui s'est tenue avec les acteurs de la filière canne et en présence du délégué interministériel à la transformation agricole en Outre-mer Arnaud Martrenchar.

<http://outremers360.com/economie/agriculture-en-outre-mer-le-premier-comite-de-transformation-agricole-installe-a-la-reunion/>

St Martin/tourisme : les locations saisonnières doivent désormais se déclarer auprès de la COM

Aujourd'hui plusieurs centaines de maisons, villas ou appartements à Saint-Martin sont exploités en tant que location saisonnière ou meublé de tourisme sans que l'activité ne soit déclarée, sans que ledit meublé ne puisse faire l'objet d'un référencement officiel. Pour pallier ce manque, la collectivité qui a la compétence tourisme, a décidé de modifier son code du tourisme. Le 31 janvier dernier, il a donc été proposé aux élus du conseil territorial d'adopter une délibération relative à la déclaration des meublés de tourisme, une mesure qui a été adoptée à l'unanimité.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/34667/tourisme/les-locations-saisonnieres-doivent-d%C3%A9sormais-se-d%C3%A9clarer-aupr%C3%A8s-de-la-com>

Martinique : un projet de géothermie aux Anses-d'Arlet

Vers l'implantation d'une centrale géothermique pour la production d'électricité à Petite Anse aux Anses-d'Arlet ? Pour l'heure, cette centrale est en phase de projet. D'ailleurs, une réunion de concertation publique est prévue le mardi 11 février 2020 à 18 heures aux Anses-d'Arlet afin d'échanger avec la population et les acteurs locaux sur cette opportunité.

Le nouveau préfet de Martinique s'appelle Stanislas Cazelles

Stanislas Cazelles a été nommé préfet de Martinique en conseil des ministres à Paris. C'est son premier poste de préfet. Depuis le 12 juin 2017, Stanislas Cazelles était le conseiller outre-mer du Président Macron à l'Élysée. La FEDOM lui adresse ses félicitations et forme des vœux pour le succès de sa mission.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/nouveau-prefet-martinique-s-appelle-stanislas-cazelles-792887.html>

Bora Bora, sur la voie de la Trajectoire outre-mer 5.0

La ministre des Outre-mer, Annick Girardin, a rencontré le maire de Bora Bora, Gaston Tong Sang, lors de sa visite sur la Perle du Pacifique. Pour la ministre, "l'île est sur la voie de la Trajectoire outre-mer 5.0". Le tāvana a mis en avant le système de production et de redistribution d'eau potable de l'île, un système qui permet d'épargner le lagon. Il a aussi précisé à la ministre qu'il avait pris la décision d'interdire l'accès au lagon aux gros paquebots, dès 2022.

https://www.tahiti-infos.com/Bora-Bora-sur-la-voie-de-la-Trajectoire-outre-mer-5-0_a188617.html

Mayotte prend la présidence la Conférence des RUP à la fin du mois de mars

La 24ème Conférence des présidents des Régions ultrapériphériques s'est déroulée à Saint-Martin et a marqué la fin de la présidence de la Collectivité de Saint-Martin au profit de Mayotte.

<http://www.linokwezi.fr/mayotte-prend-la-presidence-la-conference-des-rup-a-la-fin-du-mois-de-mars/>

Municipales 2020 : cinq choses à savoir sur les Outre-mer

On compte 212 communes en Outre-mer. La Polynésie à elle seule en abrite 48. En Guyane, on trouve la plus grande commune de France, Maripasoula. Autre particularité de l'Outre-mer : certaines collectivités ne participent pas aux élections municipales. C'est le cas de Wallis et Futuna, mais pas seulement.

Avec le décalage horaire, c'est en Outre-mer que l'on vote le plus tard en France, en particulier à Bora Bora en Polynésie. On vous explique pourquoi. Et puis Outre-mer, il y a un quartier à La Réunion qui rêve de faire sécession. Enfin, côté féminisation des maires, la Guadeloupe se distingue en ayant la plus forte proportion d'édiles femmes en France.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/municipales-2020-cinq-choses-savoir-outre-mer-795137.html>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Les régions d'Outre-mer avant-dernières du baromètre de l'emploi 2019

Le classement a été réalisé sur la base des 9 millions d'offres d'emploi publiées sur le site de recherche, entre le 1er janvier et le 31 octobre 2019. Objectif : présenter une photographie de la situation de l'emploi salarié dans la région. Sur 14 régions, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Mayotte et La Réunion, regroupées sous la dénomination « DOM-TOM » se placent à la 13ème place juste avant la Corse. Sans surprise c'est le secteur de la santé qui propose le plus d'emploi (14,85% des offres) ; viennent ensuite l'industrie, le commerce, le BTP et l'enseignement.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/regions-outre-mer-dernieres-du-barometre-emploi-2019-796733.html>

L'ISEE observe un déficit commercial sur le quatrième trimestre 2019 en Nouvelle-Calédonie



En cumul annuel, les exportations calédoniennes s'élèvent à 178,3 milliards de francs, en diminution de 8 % par rapport à 2018. De janvier à décembre 2019, les importations s'élèvent à 314 milliards de francs, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2018. En cumul depuis le début de l'année, le taux de couverture perd 12 points et s'établit à 56,8 %.

<https://www.lnc.nc/breve/l-isee-observe-un-deficit-commercial-sur-le-quatrieme-trimestre-2019>

Création d'entreprises : Mayotte prend la première place des régions françaises

Selon l'Insee, 1 020 entreprises ont été créées à Mayotte en 2019. En effet, elles sont de 10 % supérieures par rapport à l'année 2017. L'Institut National des Statistiques et des Études économiques a indiqué que Mayotte se place en tête des régions françaises en termes de dynamisme des créations d'entreprises. Le régime de micro-entrepreneur, représentant 47 % des créations d'entreprises au niveau national, n'est pas encore en vigueur à Mayotte. Cependant, le préfet Jean-François Colombet a promis sa mise en place prochainement.

<https://www.linfor.fr/ocean-indien/mayotte/creation-d-entreprises-mayotte-prend-la-premiere-place-des-regions-francaises>

VIE DE LA FEDOM

L'outil d'évaluation FEDOM des délais de paiement est toujours en place

La FEDOM a mis en place depuis quelques mois un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif : quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : <https://delaispaiements.fedom.org/>

Agenda de la FEDOM

Mercredi 3 juin 2020 : Assemblée Générale de la FEDOM de 8H30 à 14H00

Mercredi 3 et Jeudi 4 juin 2020 : Assises économiques des Outre-mer dont la FEDOM est partenaire

Flash spécial sur la première édition des Assises économiques des Outre-mer qui aura lieu en juin 2020

Organisées par le groupe Ouest-France, le magazine le Marin et l'agence ILAGO, avec le soutien du Ministère des Outre-mer, en partenariat avec la FEDOM et le Cluster maritime français, les premières assises économiques des outre-mer auront lieu les 3 et 4 juin 2020 à Paris, après l'Assemblée Générale



de la FEDOM.

Cet évènement qui rassemblera l'ensemble des milieux économiques des Outre-mer a notamment pour objectif de mettre en valeur l'excellence ultramarine.

VIE DES ADHERENTS

#Echos Métiers" : 1ère émission du Medef Martinique sur Vià ATV

Le format de 12 min au total se décompose comme suit : un invité en direct (5 minutes), une interview portrait (3 minutes), la «minute conseil» RH (1 minute 30), un secteur qui recrute ou « mes besoins en compétences» RH (1 minute 30), une compétence en direct (1 minute). En cas d'évènement "MEDEF", tout le magazine se fait en délocalisé et peut changer de contenu, sans pour autant dévier de son objectif.

<https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/02/Magazine-ViàATV-Echos-Métiers-Présentation.pdf>

Air Caraïbes lance une liaison vers Cancun

La compagnie aérienne Air Caraïbes lancera en fin d'année 2020 une nouvelle liaison entre Paris et Cancun. Il s'agit, avec l'ouverture de cette première liaison au Mexique, de continuer à étendre son réseau transatlantique au sein de l'arc caribéen.

<https://www.rci.fm/deuxiles/infos/Economie/Air-Caraibes-lance-une-liaison-vers-Cancun>

La Bred va investir 1,6 million d'euros dans ses agences en Martinique et en Guyane

La Bred annonce investir 1,6 million d'euros dans la rénovation de 7 agences en Martinique en 2020. 3,2 millions d'euros ont déjà été investis depuis 2015. « En 2021, à l'issue du programme de modernisation, ce seront au total 25 agences (soit environ 70 % des agences en Martinique et en Guyane) qui auront été rénovées ».

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/la-bred-va-investir-1-6-million-d-euros-dans-ses-agences-en-martinique-et-en-guyane-551887.php>

« La CCI entend demeurer incontournable dans le paysage économique martiniquais »

Philippe JOCK, le président de la Chambre de commerce et d'Industrie de la Martinique a adressé ses vœux à la presse, l'occasion de passer en revue les actions menées en 2019, mais aussi de mettre en avant les grands chantiers pour 2020.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/la-cci-entend-demeurer-incontournable-dans-le-paysage-economique-martiniquais-551839.php>

Iguavie : vers une coopérative unique de l'élevage en Guadeloupe



Les neuf coopératives d'élevage présentes au sein d'Iguavie vont bientôt disparaître, pour laisser place à une structure unique, qui rassemblera les sept filières. Objectif : mutualiser les moyens de ces groupements de producteurs. La nouvelle entité devrait voir le jour d'ici juillet prochain, après une phase d'audit des groupements, qui va démarrer ce mois-ci (avec un accompagnement financier de la Région Guadeloupe). Iguavie, qui porte le projet, devrait obtenir l'adhésion de ses différents adhérents.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/quadeloupe/cooperative-unique-elevage-guadeloupe-796863.html>

Desserte aérienne : Un partenariat Aircalin/ Air Calédonie pour renforcer le tourisme en Nouvelle-Calédonie

Les compagnies Aircalin et Air Calédonie ont signé une convention de partenariat visant à promouvoir leurs produits et leurs marques sur leurs sites internet respectifs. Objectif : renforcer la visibilité touristique du territoire calédonien. Désormais, il sera possible de trouver sur les pages internationales du site Aircalin, des informations concernant les vols domestiques d'Air Calédonie et inversement, Air Calédonie permet sur son site l'accès aux réservations et autres services d'Aircalin.

<http://outremers360.com/economie/desserte-aerienne-un-partenariat-aircalin-air-caledonie-pour-renforcer-le-tourisme-en-nouvelle-caledonie/>

Numérique en Outre-mer : à La Réunion, Stéphane Richard présente la nouvelle stratégie Engage2025

Le PDG du groupe Orange Stéphane Richard était présent à La Réunion pour présenter la nouvelle stratégie Engage2025 mais aussi faire le point sur les dernières avancées en matière technologique sur le territoire réunionnais. Stéphane Richard a notamment salué le déploiement du très haut débit avec la fibre et l'expérimentation de la 5G. La Réunion est désormais une des régions les plus fibrées de France, Mayotte réalise une belle progression sur le mobile et les tests 5G à Saint Denis cette année ont été fructueux», a-t-il déclaré.

<http://outremers360.com/economie/numerique-en-outre-mer-a-la-reunion-stephane-richard-presente-la-nouvelle-strategie-engage2025/>

Mayotte : ouverture prochaine de l'École Régionale des Métiers de la Mode

Le 3 mars prochain, l'École Régionale des Métiers de la Mode « Au fil des Iles » va ouvrir ses portes. Une grande première à Mayotte portée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA). L'établissement est financé par le programme européen transfrontalier Interreg V, et compte bien s'appuyer sur son réseau régional de partenaires. L'heure est actuellement au concours afin de choisir les 9 mahorais, 3 malgaches et 3 comoriens qui composeront cette toute première promotion. Les 15 heureux élus devront ensuite jongler entre cours théorique et stages pratiques dans des ateliers de renom. (LinfoKwezi)

VIE DES PARTENAIRES

Le Comité France maritime sera à la Réunion du 11 au 14 février



Le Comité France Maritime, coprésidé par Denis Robin, secrétaire général de la Mer, et par Frédéric Moncany de Saint Aignan, président du Cluster maritime français, sera à La Réunion du 11 au 14 février. Il sera accompagné par des représentants des grandes filières maritimes nationales. Les séances de travail prévues concerneront toutes les possibilités offertes pour un développement visible et stabilisé de l'économie bleue, la place du Grand Port et son plan stratégique, le démarrage d'une filière de maintenance navale avec un dock flottant, les ressources de la pêche et la transformation des produits, la concrétisation des outils de la formation, la recherche et la biodiversité, la place de la Marine nationale.....

En visite en Guyane avec la présidente de l'IEDOM, le gouverneur de la Banque de France veut renforcer la culture économique et financière

En visite en Guyane, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, et la dirigeante des Instituts d'Émission d'Outre-mer (IEDOM/IEOM), Marie-Anne Poussin-Delmas, vont signer avec l'Université de Guyane une convention pour « renforcer la diffusion d'une culture économique et financière auprès des enseignants et des jeunes ».

<http://outremers360.com/economie/en-visite-en-guyane-avec-la-presidente-de-liedom-le-gouverneur-de-la-banque-de-france-veut-renforcer-la-culture-economique-et-financiere/>

Office Français de la Biodiversité : la Guadeloupéenne Sylvie Gustave Dit Duflo nommée au sein du Conseil d'Administration

La vice-présidente de la Région Guadeloupe et présidente de la commission environnement et cadre de vie du conseil régional de Guadeloupe a été nommée, par arrêté ministériel en date du 31 Janvier 2020, membre du conseil d'administration de l'Office Français de la Biodiversité (OFB). Cette nomination a été faite au titre de l'association des régions de France (ARF) afin de porter la voix des régions ultramarines. Elle siègera au sein de cet établissement public à caractère administratif qui remplace l'Agence Française de Biodiversité depuis le 1er janvier 2020.

<http://outremers360.com/politique/office-francais-de-la-biodiversite-la-guadeloupeenne-sylvie-gustave-dit-duflo-nommee-au-sein-du-conseil-dadministration/>

Fiscalité économique : le bras de fer entre le Medef et les élus locaux

Conséquence d'un long travail de lobbying, les organisations patronales devraient obtenir une première baisse de la fiscalité économique lors de la présentation du "pacte productif" en mars 2020. Mais le gain devrait être limité puisque les associations d'élus locaux refusent que le gouvernement touche à leurs ressources.

<https://www.lagazettedescommunes.com/660337/le-bras-de-fer-entre-le-medef-et-les-elus-locaux/>

BREVES

L'aéronautique et le maritime, deux filières en plein boom à Mayotte

L'annonce d'un Campus des métiers de l'aéronautique à l'aéroport vient renforcer la mise en place de la filière au lycée de Petite Terre. Côté mer, les ambitions ne manquent pas non plus, avec le déménagement de l'école d'apprentissage maritime et la naissance du lycée de la mer.

<https://lejournaldemayotte.yt/2020/02/07/laeronautique-et-le-maritime-deux-filieres-en-plein-boom-a-mayotte/>

La destination Antilles propice au développement d'Air Belgium

Fini les rotations triangulaires Belgique-Martinique-Guadeloupe et retour en Belgique. A compter du 20 novembre prochain, Air Belgium reliera directement chacune des deux îles deux fois par semaine. Pour Pointe-à-Pitre, ce sera les mardi et vendredi, pour Fort-de-France les mercredi et samedi. En outre, un accord interligne devrait être signé avec Air Caraïbes pour proposer encore plus de vols depuis les régions ultramarines. Le taux de remplissage des avions est de l'ordre de 75% ; les bénéfices pour l'année 2019 devraient croître de 4 millions. Des résultats très encourageants pour une compagnie âgée d'à peine trois ans, qui opère de surcroît sur une nouvelle ligne.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/destination-antilles-propice-au-developpement-air-belgium-797007.html>

Réunion : bouclier qualité-prix : une première liste arrêtée de 204 produits

Réunis pour une réunion technique à la préfecture, les membres de l'Observatoire des prix ont pris connaissance des résultats du sondage réalisé par Ipsos auprès des Réunionnais. Ce sont 204 produits dont 35 fruits et légumes frais qui ont été arrêtés et sur lesquels les fournisseurs devront travailler.

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2020/02/01/Bouclier-qualite-prix-une-premiere-liste-arretee-de-204-produits_598436

Vatel, une première école des cadres hôteliers en Martinique

Le Groupe Fabre Domergue (GFD), propriétaire des hôtels Karibéa, a signé la licence Caraïbe pour ouvrir l'école Vatel Martinique, spécialisée dans le management de l'hôtellerie et du tourisme. La rentrée est prévue en septembre 2020.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/vatel-une-premiere-ecole-des-cadres-hoteliers-en-martinique-552183.php>

Premier vol inaugural de Jet Blue entre New-York et Pointe-à-Pitre

La compagnie assurera des rotations jusqu'au mois d'avril pour débiter, avec un éventuel retour en novembre aussi pour la saison hivernale. En tout, chaque vol comprendra 162 sièges, pour des départs prévus de l'Aéroport John F. Kennedy vers Pointe-à-Pitre le lundi, mercredi et samedi.



<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Economie/Premier-vol-inaugural-de-Jet-Blue-entre-New-York-et-Pointe-Pitre>

L'aéroport Pôle Caraïbes vise les 3 millions de passagers

L'objectif est de 3 millions de passagers à l'horizon 2025 pour la société aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes qui a annoncé la future extension du terminal international T1 dont la surface va pratiquement doubler pour un montant estimé à 95 millions d'euros. La SAGPC a présenté les grands chantiers de son programme d'investissement évalué à 250 millions d'euros sur les cinq prochaines années qui prévoit aussi le renforcement de la piste, la construction de 2 nouveaux parkings gros porteurs, l'installation de nouvelles passerelles et la création d'une salle de livraison bagages au sein du Terminal régional T2.

<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Economie/Laeroport-Pole-Caraibes-vise-les-3-millions-de-passagers>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 03.02.2020

Décret n° 2020-82 du 3 février 2020 relatif à la prorogation des modalités de recrutement dérogatoires à **Mayotte** des professeurs des écoles, pour les sessions de 2020 à 2023

Décision n° 2019-633 du 18 décembre 2019 portant autorisation d'usage de fréquences délivrée à la société nationale de programme France Télévisions pour la diffusion du service de radio dénommé **Nouvelle Calédonie** La 1ère

Décision n° 2019-632 du 18 décembre 2019 portant autorisation d'usage de fréquences délivrée à la société nationale de programme France Télévisions pour la diffusion de programme du service de radio dénommé **Polynésie** La 1ère

JO du 05.02.2020

Avis de vacance d'un emploi de directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de **Mayotte**

JO du 06.02.2020

Décret du 5 février 2020 portant nomination du préfet de la région **Martinique**, préfet de la Martinique - M. CAZELLES (Stanislas)

JO du 07.02.2020

Arrêté du 29 janvier 2020 relatif aux modalités de l'examen préalable à la délivrance du permis de chasser en **Guyane**



Décret n° 2020-98 du 5 février 2020 relatif aux modalités de répartition de la dotation d'équipement des territoires ruraux en **Polynésie française**

JO du 8 février

Arrêté du 4 février 2020 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public foncier et d'aménagement de **Mayotte**

Arrêté du 28 janvier 2020 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre des outre-mer (Mme NERBARD)

JO du 9 février

Arrêté du 7 février 2020 portant approbation de la dissolution du groupement d'intérêt public (GIP) « centre interministériel de formation anti-drogue de Fort-de-France » (**Martinique**) et nomination du liquidateur.

Arrêté du 5 février 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture du concours externe et du second concours interne de recrutement de professeurs des écoles stagiaires à **Mayotte**